

Foire d'automne 2010

**Cérémonie d'ouverture
du 16 octobre 2010**

**Discours prononcé par
Monsieur Jeannot Krecké,
Ministre de l'Economie
et du Commerce extérieur**

Seule la parole prononcée fait foi

EMBARGO :

16 octobre 2010 - 11.00 h

18/10/2010 08:12:14

Altesse Royale,
Excellences,
Dir Damen an Dir Hären,

Et ass e gudd Gefill erëm live hei op der Luxexpo ze sinn an net nëmme virtuell, dat heescht iwver Satellit, mat lech ze schwätzen. Ëm en Hoer wier dat och nach schif gaang duerch meng Operatioun u menger Schëller, déi ech hu misse kuerzfristeg iwver mech ergoe loossen.

Et freet mech och, lech, Monseigneur, haut begréissen ze dierfen. D'nächst Woch fuere mir zesummen op New-York, wou Dir beim Luxembourg Business Award eng nordamerikanesch Firma wäert auszeechnen. Doniewent gesi mir och eng Réi interessant Betriber, fir hinnen d'Virdeeler vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg virzestellen. No menger Wirtschaftsmissioun an den Angola Ufank November fuere mir dann zesummen a Schweden, fir Kooperatiounsméiglechkeeten am Beräich Gesondheetstechnologien auszeschaffen.

D'lescht Woch war ech mat Ärem Papp, dem Grand Duc Henri, zu Shanghai fir do de Lëtzebuurger Dag op der Weltausstellung ze zelebrieren. Eise Pavillon mat der Gëlle Fra huet e bleiwenden Androck bei de Visiteuren aus aller Welt hannerlooss. Et ass ville Léit zu Lëtzebuerg vläicht net sou bewosst, mee et ass wierklech spierbar, wei den Intérêt vun de chinesesche Patronen um Grand-Duché ëmmer méi grouss gött.

Dës Woch waren och vill vun eise Betriber op der Handelswoch vun der Chambre de Commerce zu Shanghai präsent wat wéisst, dat eis Betriber elo erëm verstärkt no bausse ginn an aktiv Clienten démarchéieren.

Här President,

Ech si mer sécher, dass eis Zesummenaarbecht an Ärer neier Fonctioun als President vun der Luxexpo genau sou gudd wäert klappe wéi bei deenen aneren Dossieren, déi mer schonn zesummen ugaang sinn.

Op dëser Hierschtfoire ginn d'Resultater vum Architektoconcours fir en neit Foiresgebai an d'Gare multimodale dem Public virgestallt. D'Regierung steet zum Projet Foire, och wa mer den "Coup d'envoi" vun de Bauaarbechten aus deene bekannte budgetäre Grënn em ee Joer no hannen hu misse verréckelen. Dëst huet als positiven Nieweneffekt, dass mir kee Provisorium fir d'Foire méi ze baue brauchen an sou vill Geld kënnen spueren. Wann d' Aarbechten hei ufänke, gött den EU-Ministerrot nämlech rëm op der Place de l'Europe ofgehal an d'Luxexpo kann déi Halen, déi de Centre de Conférence Kirchberg beluecht hat, erëm selwer exploitéieren.

Mesdames, Messieurs,

Le contexte dans lequel évolue notre économie a changé de façon dramatique. Rien n'est plus comparable avec la situation rencontrée au cours des dernières décennies. Les anciens remèdes ne sont plus adaptés au nouvel environnement. L'actuel paysage économique s'est dessiné suite à différentes évolutions, dont je ne citerai que 6 exemples parmi d'autres :

- 1) Depuis 2004, l'Union européenne a accueilli douze nouveaux Etats membres. Cet élargissement, politiquement nécessaire, a plongé les économies occidentales dans une situation concurrentielle nouvelle. Ces régions enregistrent pour le moment des taux de croissance supérieurs à ceux de l'Europe de l'Ouest. En raison d'une main d'œuvre à bas salaires, très motivée et souvent bien formée, certaines activités ont été ou sont fortement menacées d'être relocalisées. Ceci est d'autant plus facile que les réseaux de communications gommant les distances.
- 2) La crise économique mondiale déclenchée en 2008 par une poignée de banques locales américaines nous a soudainement rappelé combien ce monde est devenu interconnecté, et comment des économies nationales et régionales en apparence si différentes et diverses sont imbriquées les unes dans les autres. Il suffira de quelques produits financiers malsains pour que la finance mondiale soit contaminée ; il suffira d'un cyclone détruisant une plate-forme de forage ou de propos mal venus d'un acteur politique au Moyen-Orient pour qu'explorent les prix énergétiques mondiaux. Ceci se répercute inévitablement aussi bien sur la situation d'un paysan chinois que sur celle d'un métallurgiste européen.

Ladies and Gentlemen, the world is now definitely flat!

- 3) L'Europe n'est pas, ou de moins en moins, le centre de gravité de l'économie mondiale. En 2030 au plus tard, l'économie mondiale sera radicalement recomposée au bénéfice de l'Asie, mais aussi de l'Amérique latine et de la Russie, et ce au détriment de l'Europe. Si, comme j'ai pu le constater durant mes déplacements, les chefs d'entreprises américaines lorgnent vers l'autre côté du Pacifique et non plus vers l'autre côté de l'Atlantique, c'est parce que la Chine, l'Inde, d'autres économies asiatiques accumulent des réserves et construisent de la richesse; c'est parce qu'ils y trouvent une main d'œuvre abondante et formée, encore peu onéreuse; c'est parce qu'une nouvelle demande colossale s'y fait jour, tirée par des masses populaires aspirant à des biens de consommation qui étaient loin d'être à leur portée voici quelques années seulement. Les 11,9% de croissance au premier trimestre 2010 pour la Chine seule attirent aussi des investisseurs luxembourgeois comme en témoigne une entreprise luxembourgeoise qui a récemment racheté une entreprise chinoise pour y employer 1.500 travailleurs.

- 4) Depuis belle lurette, les centres de décisions des grands groupes industriels implantés au Luxembourg se situent dans d'autres capitales. Sur les nombreux instituts financiers de la place, nous comptons encore en tout et pour tout quatre banques à capital majoritairement luxembourgeois. Ce qui est nouveau par contre, c'est que la fuite des centres de décision hors de nos frontières touche désormais des PME traditionnellement nationales notamment, mais pas uniquement, du secteur des services. Ainsi, des fiduciaires autres que les *big 4* et de traditionnelles études d'avocat s'organisent de plus en plus dans des réseaux internationaux. J'en prends pour preuve également les enseignes commerciales dans les zones piétonnes et dans les centres commerciaux qui, à quelques exceptions près, sont franchisées et dépendantes de grands groupes étrangers.
- 5) Le cours des actions en bourse dicte les opérations sur le terrain pour les grandes entreprises, bien sûr, mais aussi de plus en plus pour des entreprises de taille moyenne. Un fléchissement de la valeur boursière exigera une réduction des coûts et des suppressions d'emplois pour éviter une dégradation par les agences de notation et pour faire remonter le cours. L'actionnaire est de moins en moins entrepreneur. Il n'a plus de projet d'entreprise, mais devient de plus en plus anonyme et n'affiche plus de vision à long et moyen terme.
- 6) L'Euro fête ses dix ans. Même si son succès est indéniable, il faut être conscient que les règles du pacte de stabilité et de croissance limitent la marge de manœuvre budgétaire et les options de politique économique et financière des Etats membres. La Banque Centrale, dont l'objectif principal est la stabilité des prix, pratique une politique monétaire commune qui enlève aux Etats membres de la zone euro le principal instrument pour compenser une perte de compétitivité.

Le monde a donc bien changé ces dernières années. Mais où en est aujourd'hui la situation compétitive et conjoncturelle de notre économie? En parlant de compétitivité, il faut dire que tout le monde ne parle pas de la même chose.

Le concept de compétitivité au sens large utilise des éléments de soutenabilité structurelle à long terme qui prennent en compte un large éventail d'indicateurs économiques, sociaux et écologiques. Dans les discussions qui nous préoccupent actuellement, le gouvernement, tout comme certains partenaires sociaux, se réfère le plus souvent à cette acceptation du terme « compétitivité ». En revanche, les entreprises s'intéressent fort légitimement à la compétitivité-coût. Si on prétend que le Luxembourg a progressé en ce qui concerne la compétitivité prise au sens large, il faut cependant admettre qu'il est en train de perdre du terrain lorsqu'on considère la compétitivité-coût.

Les classements établis par certaines grandes institutions internationales mesurant la compétitivité au sens large peuvent objectivement prêter le flanc à la critique puisqu'ils dépendent d'un choix subjectif des paramètres mesurés. Il

n'en demeure pas moins vrai que les décideurs économiques les scrutent attentivement. Il s'ensuit pour un pays que toute détérioration de tels indicateurs nuit à son attractivité en tant que terre d'accueil des investisseurs.

Grâce à une perspective de croissance de 3% pour 2010, nous sommes en mesure de dire que notre économie se trouve actuellement en sortie de crise.

Encore faut-il que ce constat soit nuancé: nous n'avons pas encore complètement récupéré les pertes engendrées au cours des deux dernières années. En plus, cette croissance retrouvée semble fragile à maints égards. En effet, une croissance prometteuse de +3,5% au troisième trimestre 2009 s'est essoufflée au cours des deux trimestres suivants pour devenir négative au deuxième trimestre 2010.

Ensuite, ce constat doit aussi être décliné par secteur.

En premier lieu, concernant le secteur financier, je suis aujourd'hui satisfait de la gestion de crise en 2008. Dexia-BIL n'a plus besoin des garanties étatiques et BGL s'est adossée à un partenaire fort et stable. Les opérations de sauvetage de ces banques n'ont pas eu d'impact négatif sur les finances publiques, au contraire. Dexia-BIL a rémunéré l'Etat pour l'octroi des garanties et l'Etat, en convertissant son prêt en capital, est devenu aujourd'hui actionnaire de BGL BNP Paribas.

Les restructurations des banques de la place financière sont cependant loin d'être achevées. Les fusions, cessions et autres opérations de réorganisation continueront à impacter les entités luxembourgeoises, notamment au sein des « Landesbanken » allemandes. Il faudra également suivre avec attention les effets qu'aura sur ce secteur la mise en place d'une nouvelle régulation européenne et mondiale. Les pressions exercées par le G 20 et la Commission européenne notamment, ne sont pas faites pour doper la compétitivité de notre place financière.

Finalement, la fragilité de la situation financière de l'Irlande ou du Portugal voire de l'Espagne ne nous met pas définitivement à l'abri d'un nouvel effondrement de la finance mondiale. Nous ne connaissons que trop bien les conséquences désastreuses d'une crise de confiance dans ce secteur, suivie d'une récession dans l'économie réelle.

La crise a frappé l'industrie de plein fouet. De nombreuses entreprises ont vu leur chiffre d'affaires plonger de 30, 40, voire parfois 50% endéans quelques mois seulement. Pour amortir ces effets, le gouvernement a réussi fin 2008 à adopter des modifications substantielles du régime de chômage partiel en l'espace de quelques semaines seulement, ce qui prouve que : « Wa mer wëllen, da geet et! ». Au plus fort de la crise, en avril 2009, plus de 150 entreprises ont ainsi eu recours au chômage partiel, ce qui correspond à près de 8.200 personnes touchées par une réduction partielle de leur temps de travail.

Cette mesure constitue un effort collectif remarquable de la part des pouvoirs publics et de la part des entreprises. En effet, ces industries peuvent redémarrer rapidement parce qu'elles ont gardé leur personnel avec leur savoir-faire par le biais du chômage partiel et des efforts propres consentis, alors que leurs concurrents étrangers ont souvent procédé à des réductions massives de personnel qui leur manque aujourd'hui. Pourtant, les prix et les marges, qui restent sur un niveau faible, ne permettent pas encore de tirer profit d'une situation conjoncturelle devenue meilleure.

Le commerce et l'artisanat ont jusqu'à présent été plus ou moins épargnés par des grands mouvements de crise. Mais en sera-t-il autant demain?

L'artisanat a pu, dans une large mesure, profiter des efforts des pouvoirs publics pour démarrer des chantiers et travaux de moindre importance. Rappelons également que les mesures pour augmenter le pouvoir d'achat prises en 2009 ont partiellement épargné le commerce des effets de crise aiguë.

La reprise, encore fragile, ne doit cependant pas masquer la vérité de certains constats: situation peu reluisante des finances publiques, persistance d'un chômage élevé et une inflation sous-jacente que la crise nous a fait subir:

- 1) Les finances publiques, notamment au niveau de l'administration centrale, se trouvent toujours en situation de crise. L'année 2009 a été marquée par un déficit, chose suffisamment rare pour le souligner. Le ministre Frieden a déposé il y a dix jours le projet de budget 2011 à la Chambre des députés et les chiffres sont connus depuis lors. Je ne vais donc pas m'attarder là-dessus.
- 2) Quant au chômage, nous constatons malheureusement qu'il reste durablement élevé et que la croissance ne réussit pas à le résorber. La croissance sans emploi constitue un risque qui pèse sur le redémarrage économique. Même si nous avons réussi à créer de l'emploi à raison de 1,2% au cours du 1^{er} trimestre 2010, cet emploi a été créé dans le secteur non-concurrentiel, à savoir parapublic, celui des services administratifs et sociaux. Malheureusement, la création d'emploi n'a pas encore repris dans les secteurs soumis à la concurrence.

Je suis également très inquiet d'une série de pertes d'emplois significatives qui dénotent une érosion rampante et définitive de l'emploi dans certains secteurs, de plus en plus nombreux. L'effet multiplicateur de cette régression de l'emploi n'est pas à sous-estimer. Chaque poste perdu entraîne une diminution directe au niveau des recettes fiscales et des cotisations sociales. De façon indirecte, elle entraîne également une réduction de postes dans les services aux entreprises, fait perdre un client au restaurateur et à l'épicier du coin, chaque bureau vide fera l'économie d'un service « de nettoyage » et ainsi de suite.

- 3) L'inflation, enfin: En septembre 2010, le taux d'inflation dans la zone euro est estimé à 1,8%. Chez nous, au mois de septembre, les prix se sont envolés de 2,4%, en France de 1,8% et en Allemagne de 1,3% seulement. Sur la période de 1999-2009, nous cumulons un différentiel d'environ 7% par rapport aux pays limitrophes, nos principaux partenaires commerciaux.

Si cette évolution perdure, elle mettra en péril, à moyen et long terme, la compétitivité de notre économie fortement orientée vers l'exportation. La mise en œuvre du *Plan d'action contre une inflation excessive* garde toute son actualité.

Un dispositif d'observation des prix à la consommation, des coûts et des marges sera mis en place. Son but est de disposer d'informations de qualité sur la situation du marché en général et sur la formation et l'évolution des prix en particulier. Puisque le combat contre l'inflation est un combat collectif, j'associerai à ces travaux des experts de différents ministères, les associations patronales et syndicales, le Conseil de la consommation, sans oublier les compétences précieuses que le Conseil de la concurrence a pu développer au cours de sa courte existence. Sachez que j'attache une grande importance à une mise en place rapide de la réforme de nos autorités de concurrence.

Les discussions de ces dernières semaines sur les mesures à adopter continuent d'être laborieuses. Je me bornerai ici à égrener la stratégie qui se trouve à la base des 65 mesures que mon ministère a proposées en avril 2010. Beaucoup de ces propositions sont sans impact budgétaire direct, et se basent simplement sur une utilisation plus efficace des ressources disponibles.

Ces propositions, discutées au sein du Comité de coordination tripartite et commentées sur la place publique, ont toutes pour objet d'assurer, de maintenir, de développer la compétitivité et l'attractivité du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et pour les nouveaux investisseurs potentiels, étrangers ou locaux.

Les partenaires sociaux ont validé ces mesures, à quelques exceptions près. En tant que compétence partagée, le plan ne sera couronné de succès que si tous les pouvoirs publics collaborent et prennent leurs responsabilités:

- Le premier pilier de mesures proposées concerne l'organisation même de l'Etat. En ce qui concerne mon département, nous visons à optimiser notre fonctionnement en vue d'une véritable approche « client » en faveur des entreprises. Il s'agit notamment pour les administrations publiques de veiller à ce que les procédures administratives soient accélérées, cohérentes et rendues plus transparentes pour les investisseurs.
- La deuxième grande catégorie de mesures proposées concerne la création d'un environnement plus favorable aux activités économiques. Une série d'outils sont à disposition du gouvernement,

dont notamment: une fiscalité attrayante pour les entreprises et les personnes physiques, des infrastructures d'une qualité exemplaire, des efforts de spécialisation multisectorielle permettant aux entreprises de tirer pleinement profit des économies d'échelle et du savoir faire ainsi générés, la compétitivité-coût de notre économie par rapport à nos principaux partenaires commerciaux, etc.

- Finalement, passons au troisième pilier des mesures proposées qui concerne la promotion du Luxembourg à l'étranger. Ce pilier concerne d'une part la prospection de nouveaux investisseurs à l'étranger. Bien que l'économie luxembourgeoise affiche souvent des performances impressionnantes et un potentiel de marché non négligeable en plein cœur de l'Europe, la majorité des investisseurs internationaux ne semblent pas suffisamment connaître notre pays pour être tentés d'y investir. D'autre part, nous visons un soutien accru aux entreprises désireuses d'exporter leurs biens et services à l'étranger. De nouveaux instruments doivent être mis en place afin d'aider nos entreprises à réussir sur les marchés internationaux et ainsi à aller chercher des points additionnels de croissance dont nous aurons besoin dans les années à venir.

Le tableau que je viens de peindre, pour contrasté qu'il soit, m'autorise à plaider pour l'exécution rigoureuse de notre plan à 65 mesures. Permettez-moi d'en énumérer quelques-unes en phase de réalisation:

- Optimisation de l'accès au financement et au capital à risque;
- Introduction du principe du « silence vaut accord » dans la plupart des nouveaux textes réglementaires et renforcement de la coordination interministérielle;
- Mesures reprises dans le récent « paquet fiscal » relatif à la crise financière et économique;
- Mise en place du mécanisme de garantie locative pour des infrastructures du genre incubateur;
- Politiques de mises en place pour le développement de la biomédecine, des écotecnologies, de la logistique ou encore des technologies de l'information et de la communication;
- Mise en œuvre de la maison du futur;
- Suivi du *Plan d'action contre une inflation excessive*, adoption d'une politique prudente en termes de prix administrés et suivi rigoureux des accords volontaires de prix, la charte « *Fair price* »;
- Mesures permettant à partir de 2011 de soulager le Fonds de compensation de façon substantielle au profit des PME et des centres de traitement de données et réduction des prix de l'énergie électrique;
- fusion de l'initiative de promotion *Luxembourg for ICT* avec *Luxembourg for Business* permettant d'uniformiser la promotion du Luxembourg à l'étranger.

Monseigneur,
Dir Dammen an Dir Hären,

Wéi d'Welthandelsorganisatioun, d'OCDE, den FMI, d'Weltbank an anerer an de 90er Jore massiv dofir agetruede sinn, de Welthandel doduerch ze verbesseren, dass d'Grenze fir Wueren an Déngschtleeschungen ëmmer méi opgemaach ginn, do huet scheinbar keen dru geduecht, dass mer domat e Mouvement géife lass trëppelen, dat mer net méi kontrolléiert a schonns guer net méi gestoppt géife kréien. D'Resultat vun der Globaliséierung ass, dass d'Betriber schnell geléiert hunn, global ze denken an ze handeln, mee d'Gestaltung an den Afloss vun der Politik meeschtens national begrenzt bliwwen ass.

D'Konsequenz dovun ass e massive Strukturwandel vun eise westlechen Ekonomien: Onqualifizéiert Aarbechte gin grad esou gudd mee vill méi bëlleg a Niddreglounlänner gemaach. Eis Aarbechtskräfte stinn net méi just a Konkurrenz zu der Groussregioun, mee musse sech weltwäit behaupten. Dëst féiert zu héijer Aarbechtslosegkeet an dramatesche Konsequenze fir eis Sozialversécherungssystemer. An der Steierpolitik sinn d'Nationalstaaten gezwongen, eng permanent Upassung no ënnen mat ze maachen, wann se nach iwwerhaapt wëllen als Standuert fir e Betrib a Fro kommen. Näischt Neies, mee d'Kris huet eis dat eréischt bewosst gemaach.

Mir hunn och alleguer vun der Globaliséierung profitéiert: Vill Wueren an Déngschtleeschunge sinn an de leschte Jore méi bëlleg ginn, ech denken un den IT, u Kleeder an un Autoen aus Asien, wat dozou gefouert huet, dass ëmmer méi Leit Zougang zu deene Produkter haten. Ech denken awer och un all déi Diskountgeschäfte, déi ewéi Champignonen aus dem Buedem gewuess sinn an eng "Geiz-ist-geil-Mentalitéit" verbreet hunn, wou kee sech méi d'Fro gestallt huet, wat dann de richtegen Wäert vun deene ville bëllege Wueren ass, a ween dofir de reelle Präis bezuele muss. Mir all hunn déi Well vun der Globaliséierung weider gedriwwen. De „Kollateralschued“, fir dat mat engem gängegen Euphemismus ze betiteln, droen déi Schwächst an eiser Gesellschaft an an den Entwécklungslänner.

Monseigneur,
Dir Dammen an Dir Hären,

Och wa Lëtzebuerg mëttlerweil um Wee aus der konjunktureller Kris ass, esou ass déi strukturell Kris awer nach laang net iwwerwonn.

Och wann et wéi deet a schwéier fält, bléift eis dach awer näischt anesches iwwereg, wéi eis der neier ekonomescher Situatioun unzepassen a strukturell Reformen duerchzeféieren.

There's no time for a rest!

Ech soen Iech Merci.